

Sondages d'intentions de vote : de la transparence à la confiance

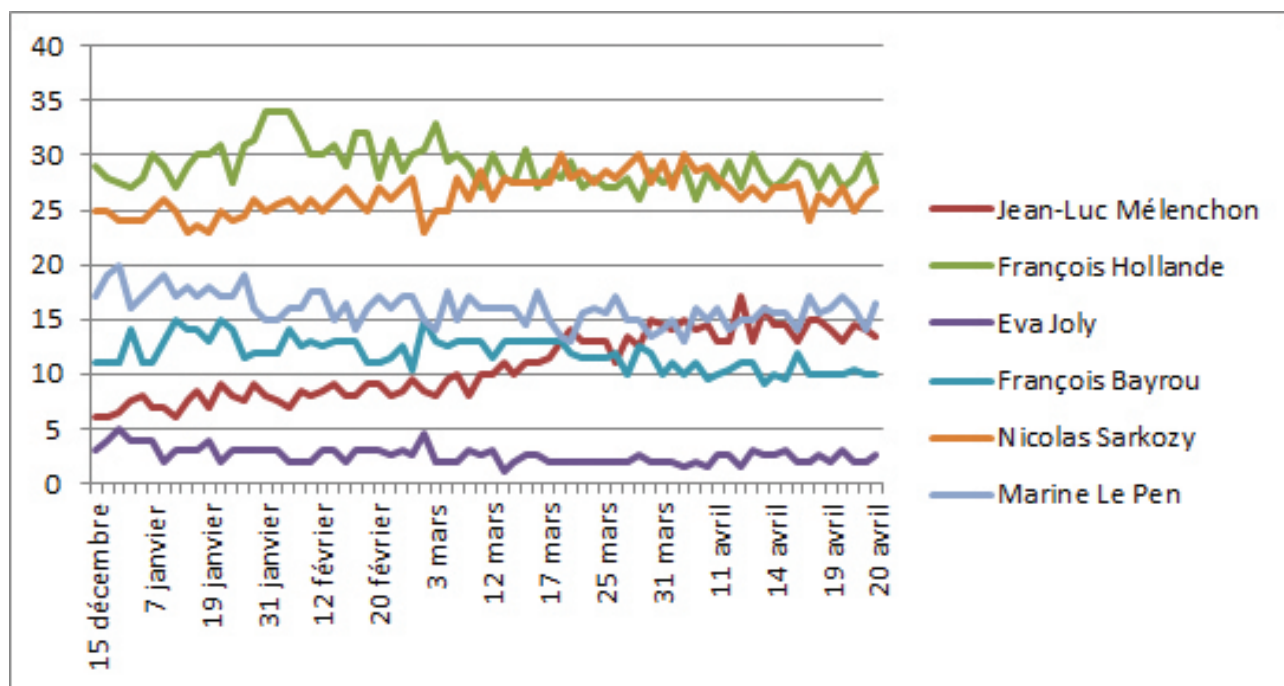
Jean Chiche
CEVIPOF¹

Les sondages préélectoraux déconcertent les citoyens par leur profusion, et leurs échecs passés ont laissé un sentiment de défiance. Pourtant, ils donnent de bons résultats, dans des conditions d'exécution difficiles. Pour qu'ils retrouvent la confiance du public, la profession et l'autorité de régulation doivent s'engager toujours plus avant vers la transparence des méthodes.

La dernière élection présidentielle a vu le nombre de sondages augmenter pour atteindre un record. 409 sondages ont été contrôlés par la commission pour l'élection de 2012, contre 293 en 2007². L'émergence de nouveaux acteurs, petites structures proposant essentiellement des enquêtes en ligne a joué certainement un rôle important dans cet accroissement impressionnant intervenu malgré la période de crise du marché des études. Cette abondance d'enquêtes démontre à quel point les media ont eu recours aux sondages pendant la campagne électorale. Et si les media traditionnels, presse, audiovisuel, ont publié autant de résultats d'enquêtes que lors de la campagne de 2007, les nouveaux media sur Internet et les nouvelles chaînes d'information continue n'ont pas été en reste et ont contribué au nombre impressionnant de sondages. Ces enquêtes, souvent plusieurs par jour, permettent de suivre en temps réel l'évolution de la campagne électorale : mais il faut rappeler qu'elles ne permettent pas de prédire les résultats réels plusieurs mois ou plusieurs semaines à l'avance. Seuls les derniers sondages publiés permettent d'inférer sur les probables résultats finaux, à condition qu'il n'y ait pas de grand mouvement de l'opinion dans les tout derniers jours avant le scrutin.

Saturation ?

Pour autant, plus de 50% des citoyens déclarent lire les sondages publiés, en progression de 8 points par rapport à la campagne de 2007³. Mais la saturation n'est pas loin : 63% estiment que le nombre des sondages est trop grand, ils n'étaient que 42% en 2007. Toutes ces études, tous ces chiffres assésés chaque jour donnent une impression de confusion au citoyen électeur qui n'a pas toujours la possibilité de les analyser ou de les mettre en perspective.



Graphique 1 : 70 résultats d'enquêtes parvenus successivement à la connaissance du public

Ces courbes d'intentions de vote ont été réalisées au Cevipof par l'auteur. Elles utilisent les sondages publiés au jour le jour, à l'exclusion des enquêtes en continu. Les données de ces sondages ont été publiées au jour le jour et sont disponibles sur le site : <http://www.sondages-en-france.fr/>

Le graphique 1 présente la succession des estimations qui ont été publiées pendant les quatre derniers mois de la campagne. Ces courbes montrent à quel point il est difficile, si on ne dispose pas d'instruments adéquats, d'interpréter les mouvements. Il arrive aussi que deux enquêtes donnent le même jour des résultats qui semblent contradictoires, quand on ne les encadre pas des marges d'erreurs classiques. L'aide à l'interprétation des résultats est alors essentielle. Et le plus souvent, même si les instituts publient des mises en garde ou des fiches techniques plus détaillées, elles ne sont pas retransmises au grand public. On doit signaler cependant le travail pédagogique que certains media ont réalisé en proposant des comparateurs de sondages (Le Nouvel Observateur, Le Monde ...). Ces comparateurs ont permis aux électeurs qui souhaitaient suivre l'évolution de la campagne électorale au prisme de cette « course de chevaux » de mieux comprendre des informations complexes comme des évolutions dans le temps de séries numériques. La meilleure compréhension des résultats publiés permet alors une plus grande confiance dans l'instrument sondage.

Doutes sur la qualité

A la critique du trop-plein s'ajoute le reproche sur la qualité des enquêtes. L'adéquation des résultats avec la réalité fait l'objet de doutes. Seuls 49% des français estiment que les sondages reflètent bien la réalité. Ce sentiment diffus, mais de plus en plus prégnant, est lié au souvenir douloureux du 21 avril 2002. Peu importe que depuis cette date, les sondages d'intentions de vote aient correctement donné les ordres d'arrivées des principaux candidats ou partis à toutes les élections. La confiance a été altérée de façon durable et ceci malgré les efforts d'explications faits après le 22 avril 2002 par les principaux responsables des instituts. Ces explications souvent de nature politologique – volatilité, décision prise au dernier moment ... - n'ont pas convaincu une part importante de l'opinion notamment parmi les classes populaires : 52% des ouvriers et 53% des employés pensent que « les sondages se trompent toujours dans leur prévision de

vote »⁴. Quand la confiance est altérée, la défiance n'est jamais loin avec comme conséquence principale le retour à la théorie du complot. « S'ils ne nous disent pas la vérité, c'est qu'ils sont à la solde des puissants ». Peu importe qui sont les puissants. Nous ne sommes plus ici dans la critique d'ordre statistique ou méthodologique mais dans une critique sociale et politique.

Malgré les difficultés, les résultats sont bons !

On sait, aujourd'hui, les difficultés de plus en plus grandes, rencontrées dans la réalisation d'enquêtes de qualité⁵. Du plan de sondage (quels numéros sur quels annuaires pour les enquêtes téléphone ou quels internautes interrogés suivant la façon dont ils sont recrutés pour les enquêtes en ligne) aux taux de réponses si faibles qu'il serait illusoire de penser que l'échantillon aléatoire puisse être une bonne méthode aujourd'hui en France pour les enquêtes d'opinion, la réalisation d'étude est de moins en moins aisée. Et les nouvelles sociétés d'études n'ont pas toujours les moyens de travailler dans des conditions qui ne permettraient pas le doute.

Et pourtant malgré toutes ces contraintes et ces difficultés dans la collecte les résultats sont bons.

Si on analyse le tableau des estimations produites par les principaux instituts, à la veille du scrutin du 21 avril 2012, on constatera que les écarts entre instituts sont très faibles et que les écarts aux résultats réels sont également très peu importants. Ces écarts n'ont en aucun cas, en 2007 comme en 2012, modifié l'ordre des deux candidats arrivés en tête. Et c'est là le plus important avec le mode de scrutin de l'élection présidentielle.

Dernier sondage publié et résultats définitifs	Ipsos Tel	CSA Tel	TNS Tel	LH2 Tel	BVA Tel + Web	Ifop Web	OW Web	HI Web	Moy	Moy téléph	Moy Web	Résultats définitifs
Date publication	20-avr-12	19-avr-12	20-avr-12	19-avr-12	20-avr-02	20-avr-12	18-avr-12	20-avr-12				
Date terrain	18-19 avril	18-19 avril	18-19 avril	17-18 avril	19-19 avril	17-20 avril	16-17 avril	18-19 avril				
N. Arthaud	0	1	0	1	0	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,6
P. Poutou	1,5	1,5	1	1	1,5	1	2	1,5	1,4	1,3	1,5	1,2
JL Mélenchon	14	14,5	13	15	14	13,5	13	12	13,6	14,1	12,8	11,1
F. Hollande	29	28	27	27	30	27	27,5	27,5	27,9	28,2	27,3	28,6
E. Joly	2	2	3	2,5	2	3	2	3	2,4	2,3	2,7	2,3
F. Bayrou	10	10,5	10	10	10	10,5	10	11	10,3	10,1	10,5	9,1
N. Sarkozy	25,5	25	27	26,5	26,5	27	27,5	26,5	26,4	26,1	27	27,2
N. Dupont-Aignan	1,5	1,5	2	1,5	2	1,5	1,5	2	1,7	1,7	1,7	1,8
M. Le Pen	16	16	17	15,5	14	16	16	16	15,8	15,7	16	17,9
J. Cheminade	0,5	0	0	0	0	0	0	0	0,1	0,1	0	0,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Eff. total inscrits	1021	1005	1000	859	2000	2582	1002	1068				

Tableau 1 : Les derniers sondages avant l'élection de 2012

Lecture : Les instituts de sondage travaillant uniquement par téléphone figurent dans les quatre premières colonnes (en bleu). Les instituts utilisant le web figurent dans les quatre colonnes suivantes (en jaune).

Source : Daniel Boy, Jean Chiche⁶

Redonner confiance en accroissant la transparence

En 2002 des erreurs ont été commises, la sous-estimation de Jean Marie Le Pen et la sur estimation de Lionel Jospin ayant entraîné l'inversion que l'on sait. C'était encore une époque, que l'on espère révolue, où les instituts se permettaient d'utiliser des estimateurs différents, suivant des modèles d'hypothèses différents pour chacun des candidats. Rappelons qu'en 2002 il y avait eu 16 candidats ! Aujourd'hui la commission des sondages impose l'utilisation d'une colonne de référence, c'est-à-dire d'un estimateur construit suivant une hypothèse de redressement pour une sous population donnée. Le travail didactique a donc porté ses fruits. Les instituts ont également tenu compte, en partie, des conclusions du rapport sénatorial et de quelques articles de la loi adoptée en première lecture au Sénat⁷. Les rapports de résultats mentionnent tous les marges d'erreur qui doivent être utilisées pour lire les tableaux publiés. Cependant, à de très rares exceptions près, les rapports fournis aux media ne mentionnent ni les résultats bruts, ni les hypothèses de redressement ayant permis les estimations. Ces informations sont disponibles pour la commission des sondages, mais ne peuvent être consultés par le simple citoyen.

Pour redonner confiance aux utilisateurs et lecteurs de sondages, il faut principalement expliquer, être transparent à chaque étape de réalisation de l'enquête et bien sûr être didactique et complet dans la publication des résultats. Cette transparence doit permettre le contrôle complet du travail fait sur un sondage, de l'échantillonnage à l'estimateur utilisé pour établir les résultats. La méthode d'établissement des intentions de vote est maintenant bien connue⁸. Mais les moyens réduits de la commission des sondages ne lui permettent pas d'aller aussi loin qu'on pourrait le souhaiter. Dans le domaine des mesures d'audience, le CESP, pour réaliser ses audits, dispose de personnels très qualifiés et a des moyens de contrôle très importants des enquêtes y compris du terrain. Ses audits sont reconnus par l'ensemble des acteurs du marché et les études auditées sont lues en pleine confiance.

On pourrait imaginer un monde où la transparence méthodologique, qui est la règle en matière scientifique, serait également de mise en matière d'enquêtes électorales. Le citoyen qui désirerait comprendre la publication d'une étude pourrait aller consulter les données fournies à la commission. Et une fois l'élection faite, on peut rêver à un monde où l'universitaire aurait à disposition, en open data, les données individuelles du sondage, qui sont strictement anonymes. A lui ou elle ensuite de faire le travail d'analyse de ces données et de publier ses conclusions.

Cette transparence amènerait de la confiance. Et aujourd'hui les sondages électoraux, même s'ils donnent le plus souvent des résultats fiables, en manquent cruellement.

Références

1. Centre de recherches politiques - CNRS UMR 7048, Sciences Po
2. Marie Eve Aubin, Mattias Guyomar : la commission des sondages face aux élections présidentielles et législatives de 2012 – Rapport de la Commission des sondages 2012 (<http://www.commission-des-sondages.fr/hist/pdf/2012.pdf>)
3. Selon une enquête de l'IFOP, publiée dans Ifop Focus n° 72 « Les Français et les sondages lors de la séquence électorale de 2012 » (13/11/2012). Disponible sur le site www.ifop.com
4. Selon la même enquête IFOP « sondages sur les sondages »
5. Voir l'excellent article d'A. M. Dussaix : «La qualité des enquêtes » revue MODULAD numéro 39-2008, pages 137-171
6. Daniel Boy et Jean Chiche - Communication au 7ème colloque francophone sur les sondages à Rennes en novembre 2012.
7. Portelli, H. et Sueur, J.-P. (2010). Rapport d'information au Sénat n° 54 enregistré le 20 octobre 2010. Sondages et démocratie. Pour une législation plus respectueuse de la sincérité du débat politique <http://www.senat.fr/rap/r10-054/r10-0540.html#toc0>
8. Portelli, H. et Sueur, J.-P. (2011). Proposition de loi sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral, adoptée par le Sénat le 14 février 2011. <http://www.senat.fr/leg/ta10-063.html>
8. Voir par exemple : <http://www.sfds.asso.fr/ressource.php?fct=sdoc&i=1111>